

le pouvoir aux travailleurs

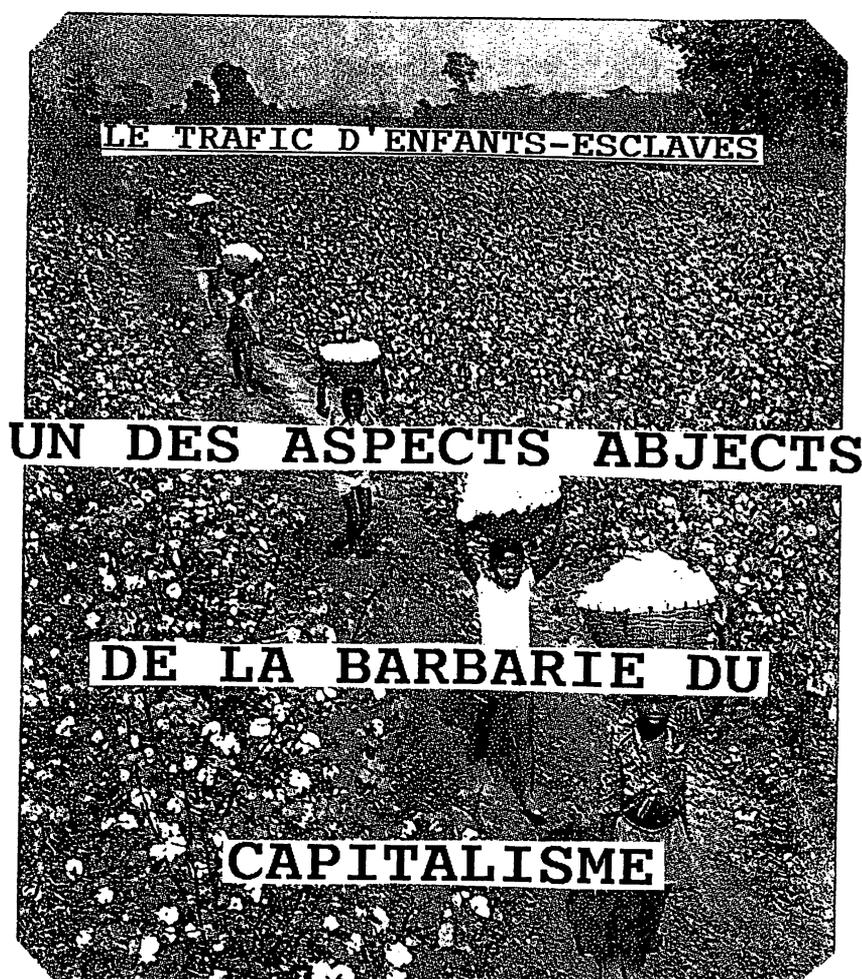
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 01 JUILLET 2001

N° 286 PRIX 4 FF



SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: Il faut que toute la vérité soit établie sur les massacres d'octobre 2000

Pages 6 et 7
- Wade chez Chirac, Jospin et Sellière
- Wade veut supprimer la "journée continue"

Page 8
Mali: Non aux licenciements à la CMDT

Page 9
Tchad: Après la farce électorale, la répression

Page 10
Algérie: La révolte fait tache d'huile

ABONNEMENT

FRANCE:

1 an : 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

2

é d i t o r i a l

LE TRAFIC D'ENFANTS-ESCLAVES

UN DES ASPECTS ABJECTS DE LA BARBARIE DU CAPITALISME

Tout récemment, la presse a fait état d'un bateau chargé d'enfants, de femmes et de vieillards quittant le Libéria pour on ne sait quelle destination. Des associations humanitaires ont alerté les médias sur un éventuel "trafic d'enfants-esclaves" provenant des zones sinistrées pour cause de guerre. Combien y avait-il d'enfants à bord? Pourquoi étaient-ils dans ce bateau? Où allaient-ils exactement? Jusqu'à présent les informations demeurent vagues.

Ce qui est sûr, c'est qu'une fois que le scandale de ce "bateau de la honte" a été rendu public, aucun des dirigeants des pays voisins n'a voulu qu'il accoste sur ses côtes. Pourtant le bateau était en danger à cause d'une avarie. C'est ainsi que le Ghana, le Togo et le Bénin ont refusé de venir au secours des malheureux voyageurs en détresse et cela malgré les appels au secours du capitaine du bateau qui manquait d'eau potable et de nourriture.

Ce n'est qu'après plusieurs jours que les dirigeants du Nigéria ont accepté de recevoir ce bateau. Une enquête est, paraît-il, ouverte pour savoir la vérité sur le sort de ces passagers. Mais il est fort probable qu'il n'en sortira pas grand chose. Car ce n'est pas la première fois que des associations humanitaires font état de trafics d'enfants dans cette région du continent africain. Tout le monde sait que dans les campagnes les plus reculées, des paysans vivant dans des conditions misérables, parfois victimes de guerre, n'ayant plus les moyens de nourrir leurs enfants, préfèrent que ceux-ci aillent travailler ailleurs plutôt qu'ils meurent à petit feu sur place. Dans cette situation ils sont la proie facile des trafiquants qui, moyennant une somme dérisoire et la promesse de "s'occuper" des enfants, les emmènent vers une destination lointaine pour être exploités comme esclaves dans les plantations de coton, cacao, café et d'autres produits agricoles. Ces enfants sont maltraités et sont souvent l'objet de sévices

corporels. Parfois on les retrouve comme prostitués ou mendiants dans les grandes villes d'Afrique, entre les mains de véritables maffias.

Les dirigeants africains tout comme ceux des pays impérialistes n'ignorent pas ces choses même s'ils font semblant de les découvrir et de s'en indigner lorsque les médias en parlent. C'est ainsi que Bongo, le dictateur du Gabon, un des pays destinataires des trafiquants d'enfants, prétend aujourd'hui s'en préoccuper. Mais la seule décision prise à ce jour ne consiste pas à punir les trafiquants et encore moins ceux qui exploitent le travail de ces enfants; elle s'en prend à ces derniers eux-mêmes, en arrêtant ceux d'entre eux qui n'auraient pas de papier justifiant leur présence au Gabon et en les mettant dans une "zone de transit" pour les expulser.

En Côte d'Ivoire, autre pays où le travail des enfants en provenance du Burkina Faso et du Mali est largement pratiqué, les dirigeants ont toujours fermé les yeux sur cette pratique dont ils ont eux-mêmes largement profité en tant que grands propriétaires terriens et grands planteurs. Aujourd'hui les nouveaux dirigeants prétendus "socialistes" se disent navrés de ces pratiques mais ne se contentent que de trouver des boucs émissaires surtout quand ces derniers leur offrent une occasion de s'adonner à la démagogie xénophobe. C'est ainsi que pour les autorités actuelles, ceux qui sont responsables de ces pratiques sont d'abord les Burkinabé et les Maliens installés en Côte d'Ivoire. Ce sont eux qui feraient venir les enfants de leurs régions d'origine. Ainsi, selon ces dirigeants, les grands planteurs ivoiriens de même que les grandes compagnies qui sont les destinataires des produits des ces plantations ne seraient aucunement impliqués.

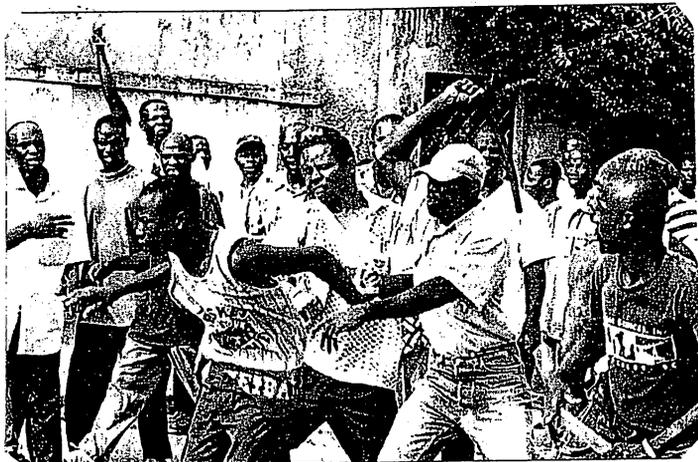
Quant aux dirigeants du Burkina Faso, un des pays d'où proviennent ces enfants destinés principalement à la Côte d'Ivoire, ils font eux aussi semblant de faire quelque chose pour empêcher ces trafics. Ils ont décidé que désormais tout enfant quittant le Burkina Faso devrait avoir un laissez-passer que l'accompagnateur devrait présenter à la frontière. Mais loin de mettre fin au trafic d'enfant ni de le rendre plus difficile, cette nouvelle formalité va tout au plus donner aux douaniers et autres policiers et gendarmes un prétexte supplémentaire pour racketter encore plus ceux qui voyagent au de-là des frontières du Burkina.

En vérité, ni les dirigeants africains, ni ceux qui sont au dessus d'eux, ceux des pays occidentaux les plus riches, ne veulent ni ne peuvent mettre fin à ces pratiques barbares car le système capitaliste dont ils sont les serviteurs est entièrement bâti sur la barbarie de l'exploitation et de l'oppression. C'est en affamant des peuples, en les réduisant à la misère, en exploitant le travail des millions et des millions de personnes à travers le monde que les banques, les trusts et les différentes entreprises aux mains de la bourgeoisie tirent des profits. C'est à cause de leur système que des gens crèvent de faim, de maladies alors qu'on pourrait les sauver et améliorer la vie de l'écrasante majorité des habitants de cette terre si les richesses n'étaient pas accaparées par une toute petite minorité.

Le trafic et l'exploitation du travail des enfants n'est qu'un des aspects parmi les plus abjects de cette société capitaliste. Mais pour y mettre fin, il faudra supprimer ce qui fait la base du capitalisme: l'exploitation de l'homme par l'homme.

COTE D'IVOIRE**IL FAUT QUE TOUTE LA VERITE
SUR LES MASSACRES D'OCTOBRE
2000 SOIT ETABLIE**

Le 28 juin dernier, le tribunal de Bruxelles a reçu le dépôt d'une plainte contre Laurent Gbagbo, son prédécesseur Robert Guéi ainsi que deux ministres en exercice (Boga Doudou et Lida Kouassi) pour "crime contre l'humanité". Parmi les 150 plaintes déposées figurent celle d'un rescapé du charnier de Yopougon.

Scène de violence dans
une rue d'Abidjan

Les plaignants veulent que la lumière soit faite sur les massacres qui ont eu lieu au mois d'octobre 2000, notamment sur les 57 corps criblés de balles trouvés le 23 Octobre, le lendemain des élections présidentielles. Ils veulent que les responsables soient connus et traduits devant le tribunal.

Rappelons que les autorités ivoiriennes avaient alors annoncé l'ouverture d'une enquête. Mais il faut croire que les responsables de cette enquête ne sont surtout pas pressés de trouver les assassins. Plusieurs organisations de "défense des droits de l'homme" ainsi que

"Reporter sans frontière" ont mené leur propre enquête et ont confirmé la responsabilité de gendarmes dans ce charnier. Il a fallu pourtant attendre sept mois pour que le gouvernement décide d'"inculper pour meurtre" six gendarmes. Mais aucun d'entre eux n'a encore été arrêté. Pour montrer qu'il fait quelque chose, le gouvernement a annoncé l'"inculpation prochaine" d'une dizaine d'autres personnes. Est-ce pour mieux noyer le poisson ? C'est fort probable. Car si les autorités étaient vraiment décidées de trouver les vrais coupables, on l'aurait su déjà. Lorsqu'il fallait arrêter et juger les généraux Palenfo et Coulibaly pour "tentative présumée d'assassinat" contre l'ex-chef d'Etat, Robert Guéi, ou les dirigeants du RDR pour trouble à l'ordre public, ils l'ont réalisé avec une rapidité tout autre.

Gbagbo aime répéter qu'il est pour "l'indépendance de la justice" et qu'il ne se mêlera pas des affaires la concernant. Mais il faut être vraiment naïf pour croire qu'il est de bonne foi surtout lorsqu'il s'agit de faire la lumière sur les massacres du mois d'octobre 2000 dans lequel son parti, le FPI est largement impliqué directement. Les militants de ce parti avaient en effet participé activement à la chasse aux "Nordistes" ou ceux considérés comme tels. Mais les dirigeants du FPI, même s'ils n'avaient pas pris eux-mêmes des machettes pour participer à ces tueries, sont tout de même responsables de ce qui s'est passé car ce sont eux qui avaient poussé leurs militants à agir de la sorte par des déclarations ethnistes et xénophobes.

Aujourd'hui, ces dirigeants veulent faire croire qu'ils sont des victimes d'une "campagne de

dénigrement contre la Côte d'Ivoire" et considèrent que les témoignages recueillis contre eux ne sont qu'un "tissu de mensonges". Pour leur défense, ils n'hésitent pas de nouveau à recourir à la xénophobie et au nationalisme. C'est ainsi que

Lida Kouassi un des ministres accusés, n'a pas hésité à parler de l'"ivoirophobie" de ceux qui sont à l'origine de la plainte de Bruxelles. Voilà comment les dirigeants actuels s'appêtent à alimenter les futures explosions ethniques.

LE VOYAGE DE GBAGBO A PARIS

Laurent Gbagbo vient d'effectuer un séjour en France du 17 au 23 juin, sur invitation personnelle de Chirac. Le caractère qualifié de "privé" de cette visite n'a pas empêché les autorités françaises de lui dérouler le tapis rouge et de lui programmer des audiences ainsi qu'à ses cinq ministres qui l'accompagnaient avec les plus hautes autorités de l'Etat français, avec les hommes d'affaires, notamment Vincent Bolloré, et bien d'autres également.

l'opposition. Paris souhaiterait que le calme et la stabilité reviennent en Côte d'Ivoire, quitte à ce que



Gbagbo à Paris pour mendier des "aides"

Les grands groupes qui opèrent en Côte d'Ivoire sont multiples. En plus de Bolloré, il y a Bouygues, Total-Fina-Elf, Rhône Poulenc, France Télécom, etc. sans oublier les banques françaises. En plus des multinationales, plus de 2000 entreprises françaises prospèrent en Côte d'Ivoire.

Gbagbo procède à une sorte de réhabilitation à l'égard du leader du RDR, Alassane Ouattara. Celui-ci a été écarté de la course présidentielle pour cause de "nationalité douteuse". S'en était suivie une campagne électorale xénophobe meurtrière. En eux-mêmes les exactions à caractère xénophobe pratiquées par les régimes successifs (de Bedié, de Guéi puis de Gbagbo) ne sont pas de nature à gêner les dirigeants capitalistes occidentaux. Ils ne sont pas à ce genre de détail près. Ils se sont bien accommodés du régime de parti unique de Houphouët Boigny durant trois décennies. Ce qu'ils voudraient, c'est que ces régimes dictatoriaux réussissent à contenir la colère qu'ils engendrent afin que celle-ci ne soit pas un facteur de trouble susceptible créer un climat d'insécurité nuisible aux affaires

Les crédits financiers de l'Union Européenne ainsi que ceux du FMI avaient été suspendus depuis fin 1998 pour cause de "mauvaise gouvernance". Gbagbo avait besoin que Chirac et Jospin usent de leur influence pour que ces "aides" reprennent. Aux dernières nouvelles ces "aides" seraient rétablies de façon "graduelle". Cette reprise se traduirait par le déblocage rapide de 30 millions d'Euros. Ainsi les réserves émises par Chirac-Jospin à l'égard de la Côte d'Ivoire seraient levées. La France cautionne pleinement le régime de Gbagbo et accepte d'accomplir les démarches pour faire reconnaître la "légitimité" du président Gbagbo. A charge pour ce dernier de concéder quelques gestes d'ouverture envers

des entreprises françaises et internationales présentes sur le terrain.

Gbagbo va-t-il changer de langage et assouplir son attitude selon les recommandations des dirigeants français? Rien n'est sûr. La manne financière lui est indispensable comme elle est indispensable à la clique qui partage les postes dans l'appareil d'Etat ivoirien. Mais Gbagbo savait aussi que les grandes entreprises capitalistes françaises ne manqueraient pas de faire pression

sur les dirigeants français pour faire en sorte que ces "aides" dont une grande partie ne saurait leur échapper, soient débloquées.

La manne financière, partiellement ou complètement débloquée, ne bénéficiera pas à la population pauvre. La récession économique se traduisant par la chute des cours des productions nationales, le pillage capitaliste et l'avidité des classes dominantes locales, font que le pays est exangue et le niveau de vie des travailleurs ramené au plus bas.

WADE CHEZ CHIRAC, JOSPIN ET SELLIERE

Le président Sénégalais, Abdoulaye Wade, vient d'effectuer une visite officielle en France où il a été reçu en grande pompe par Chirac, Jospin et des représentants du patronat français.



Wade quemande des armes auprès de Chirac

L'objet officiel de ce voyage a été d'inciter les chefs d'entreprises français à venir investir au Sénégal. Wade déclarait à qui voulait l'entendre qu'il avait beaucoup de "projets" pour le Sénégal. Il a énuméré le projet de construction d'un nouvel aéroport international à Dakar, de la transformation de l'actuel aéroport en zone d'affaires, de la construction de futures autoroutes à péage, de la construction d'un site d'exploitation de minerais de

fer du côté de Matam, de la restauration de la ligne de chemin de fer Dakar-Bamako après sa privatisation, etc. Il a même proposé le monopole du droit de pêche à un trust à la condition que ce soit ce trust lui-même qui assure la police maritime en arraisonnant les bateaux pêchant illégalement sur les côtes sénégalaises.

Il faut croire que toutes ces promesses alléchantes ne le sont pas encore suffisamment aux yeux du patronat français pour qu'il se jette sur le gâteau sénégalais comme le voudrait Wade. Mais les 250 entreprises françaises déjà présentes au Sénégal possèdent une grande part de ce gâteau puisque la "moitié du chiffre d'affaire du pays" (selon un journal économique français) serait entre leurs mains. Ce qui est sûr, c'est que si les amis de Sellière, le patron du Médef écoutent les demandes de Wade, ce ne sera certainement pas pour lui faire plaisir ni pour "aider" le Sénégal, mais avant tout pour faire des profits et à condition que ces profits soient meilleurs qu'ailleurs, c'est-à-dire que les salaires soient au plus bas et que l'Etat sénégalais leur prélève le minimum de charges sociales, de taxes et d'impôts.

L'autre objet, mais non

officiel, de ce voyage a été de quémander auprès de Chirac et de Jospin des moyens militaires supplémentaires, des avions militaires, des armes et des

munitions pour poursuivre la sale guerre contre les indépendantistes en Casamance. Mais là-dessus les tractations sont restées comme d'habitude secrètes.

SENEGAL

WADE VEUT SUPPRIMER LA "JOURNEE CONTINUE" DANS L'ADMINISTRATION

Abdoulaye Wade a annoncé son intention de mettre fin au système de "journée continue" dans l'administration.

Rappelons que l'instauration de cette "journée continue" avait été une des revendications de la CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal) et qu'elle correspondait à l'aspiration d'une grande majorité des employés de la fonction publique, plus particulièrement ceux habitant dans la banlieue de Dakar. Jusqu'en juillet 1991 les employés faisaient une coupure relativement importante entre le travail du matin et celui de l'après midi. Mais la grande majorité d'entre eux qui n'avaient pas d'autres moyens de transport que le bus n'en profitaient aucunement du fait du mauvais fonctionnement et

de la cherté des transports collectifs. C'est la raison pour laquelle ils ont lutté pour la suppression de cette grande coupure afin de ne faire qu'un seul voyage à la fin de la journée.

Aujourd'hui, Wade voudrait réinstaurer l'ancien système alors que les transports en commun sont encore plus chers qu'en 1991 et toujours en piteux état. La raison avancée pour justifier cette mesure serait que "la prétendue journée continue n'est en réalité même pas une demi-journée pleine". Autrement dit selon Wade les employés de la fonction publique n'effectueraient pas leurs heures de travail et qu'il à l'intention de leur serrer la vis. C'est une pure provocation doublée d'un mépris à l'égard de l'ensemble des travailleurs.

QUAND WADE FAIT DES CADEAUX AUX PATRONS

Selon des chiffres officiels, les patrons des 2 700 sociétés présentes au Sénégal ne versent pas de cotisations pour la retraite de leurs salariés. Ces patrons devaient, fin 1999, plus de 27 milliards de francs CFA à l'Ipres (Institut de prévoyance de retraite du Sénégal). Certains d'entre eux, après avoir accumulé des retards, déclarent des faillites frauduleuses pour ne rien verser.

Mais Wade, au lieu de les obliger à payer ce qu'ils ont volé, leur en fait cadeau. Il s'est contenté de leur donner un simple avertissement en disant qu'"à l'avenir" le non paiement à l'Ipres sera assimilé "à un détournement passible des dispositions de la loi pénale". Il montre ainsi qu'il est clairement avec ceux qui volent les travailleurs.

MALI**NON AUX LICENCIEMENTS A LA CMDT**

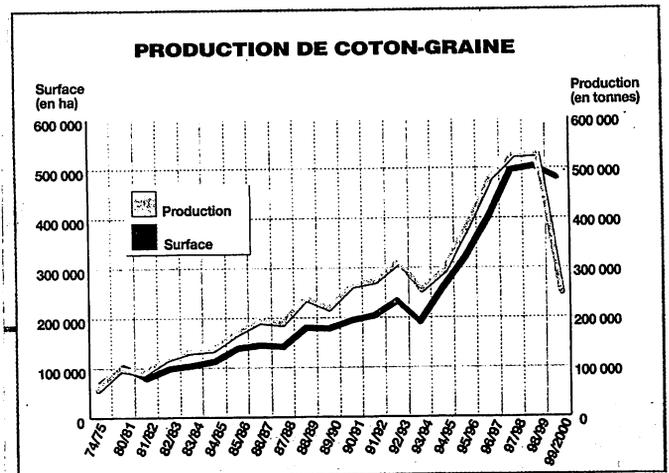
La Compagnie Malienne pour le Développement du Textile (CMDT) envisage de licencier de 500 à 800 travailleurs. L'annonce de ce plan de licenciement a provoqué la colère des 2000 travailleurs de la CMDT. Ils se sont mis en grève une première fois au moins d'avril et une deuxième fois en juin dernier. Ils sont très inquiets pour leur avenir car l'Etat malien est à l'heure actuelle en plein conciliabule avec la CFDT (la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles) qui détient 40% des actions et le FMI.

Avec la CMDT, le Mali était le plus grand producteur du coton en Afrique de l'Ouest jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix. Mais depuis, les cours mondiaux ont chuté. De ce fait pour les paysans maliens, le prix de vente est tellement bas qu'ils préfèrent se consacrer plus à la production des cultures vivrières, des céréales au lieu du coton. Du coup la production a énormément chuté. Elle est passée de 500.000 tonnes par an à 250.000 à la dernière collecte. Evidemment pour l'Etat malien dont le coton est la principale ressource, le manque à gagner dû à cette chute de production est de l'ordre de 100 milliards de FCFA. Alors, il a donc choisi de faire payer les employés.

Dans cette situation quelle est l'attitude du FMI ? En effet le gouvernement malien a besoin d'un "prêt d'ajustement sectoriel" de 55 milliards de FCFA pour payer ses dettes. Comme c'est la banque mondiale qui contrôle la filière coton, le FMI exige la privatisation totale de la CMDT. Autant dire que l'Etat malien est pris à la gorge.

C'est ainsi que la CMDT et l'Etat malien ont préféré se retourner vers le partenaire français habituel la CFDT. Cette

dernière exige une restructuration de la compagnie, c'est-à-dire le licenciement de 500 à 800 travailleurs, en plus du désengagement progressif de l'actionnaire public (l'Etat malien) pour le bénéfice des actionnaires privés, autant dire pour la CFDT.



Chiffres officiels
publiés par la CMDT

Bien sûr l'Etat malien comme la CFDT se moquent totalement de l'avenir des travailleurs. En particulier celui des centaines de licenciés. Au Mali chaque salarié a plus d'une dizaine de bouches à nourrir. De ce fait ce sont des milliers de personnes qui seront touchées par cette situation. Pendant des décennies, lorsque la situation était bonne pour la CMDT, cette dernière et l'Etat malien en ont profité pour encaisser tous les bénéfices qu'ils ont tirés du labeur des milliers des travailleurs. Pendant tout ce temps-là ces travailleurs ne touchaient que des salaires de misère. Maintenant que la situation est mauvaise, ils veulent faire supporter les conséquences aux travailleurs.

Non ! Ce n'est pas normal. Les ouvriers de cette compagnie ont raison de protester contre les licenciements.

TCHAD**APRES LA FARCE ELECTORALE
LA REPRESSION**

Grâce aux fraudes massives et magouilles de toutes sortes organisées par le régime, Idriss Déby est réélu président dès le premier tour avec, paraît-il, 67,5% des voix. La proclamation de ce résultat a provoqué colère et indignation des partis de l'opposition, en particulier des six candidats malheureux. Ces derniers ont appelé aussitôt à un meeting commun de protestation à l'hippodrome de Ndjaména. Mais cette réunion a été interdite par le régime qui craignait une remise en cause des résultats du scrutin. Les six opposants ont été arrêtés (ils seront libérés quelques temps plus tard). Pour disperser la foule, les forces de "l'ordre" ont tiré dans le tas, faisant un mort et des blessés graves. Le gouvernement en a profité pour interdire toute manifestation de rue. Ce qui n'a pas empêché des femmes de se rassembler, pendant dix jours consécutifs, devant l'ambassade de France à Ndjaména;

elles dénonçaient le soutien des autorités françaises à Déby et à sa farce électorale. Là aussi, les forces de "l'ordre" sont intervenues pour mettre fin au rassemblement en tirant sur des femmes désarmées. Il y eut des blessées, dont l'une très grièvement.

Ici dans l'immigration, une trentaine de Tchadiens ont occupé l'ambassade du Tchad pour dire leur mécontentement contre ce qu'ils appellent un "hold up" électoral. L'ambassadeur a appelé les CRS qui ont brutalement évacué les occupants. Un jeune a eu le nez cassé, d'autres sont conduits manu militari au commissariat avant d'être relâchés.

Au Tchad, après ces élections-bidon, la colère gronde partout mais il semble, que par la terreur, le régime a réussi à museler les mécontents. Pour combien de temps?

E R R A T U M

Dans le précédent article sur le Tchad (*Le pouvoir Aux Travailleurs n° 285*), une erreur malencontreuse a rendu incompréhensible l'avant dernier paragraphe de la page 7. Nous reproduisons ci-dessous ce qui doit remplacer ce paragraphe tronqué.

" Tous ces opposants sont d'accord sur une chose : Déby doit partir, il a trop duré. Pour cela, ces partis se sont regroupés au sein d'un "collectif". Ils se sont engagés à soutenir, au deuxième tour face à Déby, celui d'entre eux que les électeurs auront placé en tête. Quant à Déby, il compte surtout sur les fraudes et magouilles pour briguer un second mandat, comme cela lui a réussi il y a cinq ans. Citons un exemple de fraude flagrante. Pour les élections présidentielles de 1996, des Tchadiens ici dans l'immigration avaient voté à leur ambassade du Tchad à Paris. Idriss Déby était arrivé en troisième position avec 104 voix. Mais ce résultat a été falsifié. Déby était annoncé premier, à Ndjaména, avec 204 voix. On n'avait pas tenu compte des protestations.

Quand on voit comment même ici dans l'immigration les votes ont été truqués d'une manière aussi ostensible, on imagine ce que devait être l'honnêteté du décompte aux fins fonds du Tibesti ou dans un village perdu du sud ".

ALGERIE**LA REVOLTE FAIT TACHE D'HUILE**

Un profond mouvement de mécontentement né dans la région de Kabylie se propage en direction des autres régions de l'Algérie. C'est depuis le courant du mois d'avril que les gendarmes et les militaires ne cessent de harceler les jeunes et de tirer parfois sur eux à balles réelles. Les ruelles de nombreux quartiers populaires sont devenues le théâtre d'une répression aveugle destinée sans doute à terroriser les familles des jeunes révoltés. En agissant ainsi le régime n'a réussi jusqu'à présent qu'à exaspérer de larges couches de la population.

C'est ainsi que le 4 juin près de cinq mille femmes encadrées par des étudiants ont manifesté à Bejaïa (250 km à l'est d'Alger). Elles protestaient contre la répression. Malgré cela, cette répression est devenue de plus en plus aveugle à tel point que plus de cent jeunes ont été abattus par les gendarmes et les militaires.

A Tizi-Ouzou une "coordination de comités de villages" a appelé à une "marche nationale" pour protester "contre l'injustice". Les manifestants revendiquaient également la reconnaissance de la langue tamazight (berbère) comme langue officielle. Cette marche a eu lieu le 14 juin à Alger la capitale où ont pris part un demi million de manifestants.

Le régime aurait certes souhaité que la contestation se limite aux aspirations à caractère culturel ou autonomiste berbère. Mais les jeunes algériens et avec eux de nombreux moins jeunes, ne se sont pas contentés de ce genre de préoccupa-

tions, bien que celles-ci semblent présentes. Ils refusent le présent et l'avenir sans perspective que leur offrent les dirigeants au pouvoir. Ils n'acceptent plus de mener une existence misérable dans des quartiers où même le minimum tel que l'approvisionnement en eau n'est plus assuré pendant qu'une minorité de privilégiés dispose de tout.

Quant aux travailleurs des secteurs pétroliers et ceux de la sidérurgie, ils subissent la récession économique de plein fouet. Les privatisations et les blocages de salaires entraînent des dégradations graves de leurs conditions d'existence. Les programmes de diminution des effectifs font que de nombreux ouvriers sont jetés à la rue.

Il arrive que les dirigeants syndicaux finissent par appeler à la grève. Mais les directions syndicales sont largement inféodées à des partis liés au pouvoir ou proches de lui.

Il faut souhaiter que dans le feu des mobilisations actuelles, des éléments avancés parmi les travailleurs finissent par prendre conscience et acquérir le goût d'organiser leurs frères de classe dans des structures indépendantes. Mettre en avant les aspirations propres au monde du travail, faire valoir ses prérogatives sur les énormes richesses de ce pays pourraient susciter un espoir formidable pour tous ceux qui sont aujourd'hui victimes de l'avidité des classes riches et de la barbarie du régime qui les protège.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.